

## LA PREPARATION JUDICIAIRE DE L'AUDIENCE EN MATIÈRE CRIMINELLE

par

FERENC KRATOCHWILL

Maitre-assistant à la Chaire de Procédure Pénale de la Faculté de Droit de l'Université  
«Eötvös Loránd» de Budapest

Reçu: le 10 mars 1972

La procédure criminelle mise en marche sans motif viole les droits des citoyens et elle est suivie de leurs humiliations. La publicité des débats multiplie dans la phase judiciaire de la procédure les conséquences extérieures et morales. Les erreurs commises au cours de l'enquête et par l'accusation ne sont pas éliminées même par les meilleures lois, car elles se ramènent souvent à l'optique erronnée, à la légèreté et aux qualités générales et humaines des agents chargés de l'application du droit. Un contrôle intense permettra de réduire le nombre des erreurs et les conséquences défavorables.

L'accusation met fin à la phase préparatoire du procès criminel et la procédure judiciaire se met en marche. A cette étape on est en mesure d'empêcher la poursuite de la procédure dans les causes insuffisamment fondées. Plusieurs arguments sérieux motivent que ce travail de contrôle doit être fait par le tribunal. Les erreurs de la procédure préparatoire sont le plus facilement remarquées par celui dont elles rendent le travail difficile et dont elles aggravent la position procédurale. Les erreurs de la préparation entravent surtout le travail de jugement du tribunal. Il en résulte qu'il est opportun de charger le juge intéressé de procéder au contrôle. Avant de fixer la date de l'audience le tribunal doit étudier la cause des points de vue techniques. (Combien de temps exigent les débats, ne faut-il pas appeler à comparaître en justice en dehors des personnes proposées, etc. ?) Un tel contrôle peut permettre de révéler les erreurs de la préparation judiciaire. Si le tribunal apprécie que la cause ne peut être jugée au fond ou que l'audience ne peut entraîner que les humiliations de l'accusé innocent, la poursuite de la procédure doit être empêchée dans l'intérêt de la légalité et de l'opportunité.

En vertu de telles considérations les lois procédurales des divers États régissent l'ordre de la préparation judiciaire des débats. Vu la multiplicité des tâches, les traditions nationales, les considérations d'organisation et de principe cette réglementation peut être extrêmement variée. La mise au premier plan des buts différents, même dans un seul pays, contribue souvent à la modification du système et du mode de la préparation judiciaire.

Cette étude a pour but de présenter et d'analyser le développement et le système actuel de la réglementation en Hongrie. L'étendue limitée met une borne à la sphère d'investigations. Cela explique pourquoi j'essaie seulement de tracer les solutions d'organisations. J'ometts le groupe des infractions poursuivies sur plainte privée dont la préparation diffère profondément des affaires de l'action publique. Pour procéder à une analyse plus détaillée je ne tiendrai compte de l'exigence de l'actualité qu'en traitant des dispositions en vigueur.

## I.

La procédure pénale hongroise basée surtout sur le droit coutumier ne connaissait la possibilité de la révision préalable de l'accusation que dans le procès criminel intenté contre les nobles. Le changement fondamental est dû à la loi n° XXXIII de 1896 qui a introduit le système de la chambre des mises en accusation. Le but et le mode de la nouvelle institution ont été caractérisés par *Károly Csemegi*, l'un des rédacteurs célèbres du code, de la façon suivante: «Ma proposition visait à protéger les personnes poursuivies sans motif contre les audiences injustes et dénuées de fond, contre leur luxe tracassant, contre les passions et les événements qui troublent inévitablement leur repos. Je n'ai pas réussi à trouver l'agent de cette protection et j'y trouvais nécessaire la garantie du juge indépendant».

Le système de la réglementation était donc facultative. La cause n'a été renvoyée à la chambre des mises en accusation que si l'accusé a opposé une exception à l'acte d'accusation. Faute d'opposition de l'exception, après le contrôle administratif exercé par le président de la chambre, la cause venait à être plaidée. La chambre des mises en accusation pouvait prendre les décisions suivantes: renvoi à un autre tribunal, l'ordre de poursuivre la procédure, la suspension de la procédure, l'ordonnance de non-lieu ou la mise en accusation. Le tribunal pouvait rendre les mêmes arrêts faute d'opposition de la part de l'accusé, excepté le cas où faute de preuves le non-lieu ne pouvait pas être ordonné.

La chambre des mises en accusation n'a pas engagé de poursuites si le ministère public a proposé «la citation directe à l'audience principale». Les conditions en étaient les suivantes: la pénalité du fait incriminé ne dépasse pas les cinq ans, l'accusé a été pris en flagrant délit ou bien il a reconnu devant le tribunal d'avoir commis l'infraction et les données de l'enquête soutiennent entièrement la vérité de l'aveu.

L'exposé ministériel du code d'instruction criminelle a appelé le système de chambre des mises en accusation «la plus belle institution du procès criminel». Mais la réglementation ultérieure différait — comme dans d'autres domaines du système juridique — de la réforme nommée originellement si progressiste.

La loi n° XXIX de 1921 renvoyait les affaires les plus fréquentes devant le juge unique, elles n'appartenaient donc plus aux poursuites de la chambre des mises en accusation (coups et blessures graves, violation de



domicile, vol et recèlement — en cas d'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans —, détournement de fonds, escroquerie, outrage envers les représentants de la force publique et recel du coupable).

La loi n° XXXIV de 1930 a continué à restreindre le cercle des affaires renvoyées à la chambre des mises en accusation, parce qu'elle a énuméré les infractions auxquelles on pouvait faire opposition. (Attentats aux mœurs, infanticide, manœuvres abortives, faux témoignage, faux serment, dénonciation calomnieuse, chantage, malversation, escroquerie, falsification de document, forfaitures ou infractions aux règles de la profession d'avocat).

Les normes de droit citées ont pour trait commun que, dans la plupart des infractions, le contrôle visant à assurer la réalisation des libertés civiques est éliminé. Tout cela ne voulait pas dire que l'État capitaliste ne s'était pas efforcé d'y donner le manteau de légalité. Le système de chambre des mises en accusation, purement et simplement, ne correspondait pas à l'attente dans ces affaires. Le tableau statistique publié ci-dessous prouve de façon convaincante que malgré l'accroissement du nombre des oppositions n'a pas subi de changement et leur efficacité a également diminué.

Tableau n° 1

Année	Acte d'accusation déposé	Oppositions	Mises en accusation	Non-lieu	Efficacité %
1914	23 846	4 295	3 675	620	14,5
1915	22 064	2 838	2 379	459	16,0
1916	16 086	2 400	2 045	355	15,0
1917	18 096	2 280	1 949	331	14,0
1918	10 601	1 648	1 442	206	12,6
1922	19 768	2 572	2 387	185	7,3
1923	27 295	2 027	1 873	144	7,1
1924	27 826	2 617	2 494	118	4,2

Les contemporains ont également posé la question: Est-ce que les actes d'accusation irréprochables «ou bien l'énervation et la perplexité générales dues aux conditions d'existence pénibles ont eu pour conséquence que l'on se servait de plus rarement de son droit d'opposition et que l'institution de la mise en accusation a perdu de plus en plus de sa portée»<sup>2</sup>. György Auer voyait l'insuccès des oppositions dans les actes d'accusations corrects, satisfaisant «à l'ordre de la loi et au principe de la science». Et encore quelque chose en guise de démenti: Il n'est pas vraisemblable que, tandis que entre 1921 et 1924 sous l'effet des difficultés économiques dues à la guerre mondiale; le nombre des accusés était plus que doublé, le travail du Parquet se soit tellement amélioré que l'insuccès des accusations en a baissé au tiers.

L'insuccès de la plus belle institution» a pu être ramené au système facultatif né dans les mauvaises conditions économiques et sociales. *Károly Edvi Illés* a déjà indiqué en 1909 que «l'idée dominante n'assure la garantie totale qu'aux prévenus ayant l'intelligence adéquate ou de la fortune suffisante pour se faire représenter par un défenseur»<sup>3</sup>. Le contrôle judiciaire ne peut, en effet, être confié au gré et au discernement de l'accusé, car en ce cas le facteur décisif relatif au recours à l'assistance extraordinaire sera la situation pécuniaire ou l'instruction de l'accusé et non le bien-fondé ou l'insuffisance de l'accusation. C'est ainsi que *Izidor Baumgartner* a tiré la conclusion que le législateur ne peut être considéré comme sincère s'il accorde des avantages sans pouvoir assurer la capacité nécessaire ou bien la situation pécuniaire pour les concevoir et les utiliser<sup>4</sup>.

Dans la formation de l'aspect désavantageux jouait un rôle considérable même la pratique administrative que les membres de la chambre des mises en accusation ne recrutaient pas des membres de la chambre de conseil: Ainsi l'acceptation de l'acte d'accusation injustifié ne préoccupait plus les membres de la chambre des mises en accusation. Je cite de nouveau les propos de *Baumgartner*, juge de tribunal: «Le juge auquel on distribue tant de travail que l'on ne peut effectuer avec *précision*; mais que l'on ne peut accomplir que *superficiellement* ce qui lui permettra de conclure que l'on attend de lui *en secret* tout autre chose que l'on exige *ouvertement*: Tout le monde, y compris le juge aussi, voudrait accomplir le maximum du travail au prix de moindres efforts. Laissons-lui la possibilité d'être en ménageant ses forces, consciencieux et la qualité de son travail ne sera jamais critiquable. L'arrangement des conclusions de l'acte d'accusation en voie judiciaire s'avère superficiel *parce que ce n'est pas le juge rapporteur qui plaide*. Dans ce système c'est une autre personne qui se voit épargnée par le rejet de l'accusation ... mais la responsabilité incombe à lui». Si la révision était effectuée par le juge appelé à juger la cause, «il serait stimulé par son intérêt *personnel* aussi à étudier avec conscience les pièces du dossier et à apprécier soigneusement la valeur de la charge — ce qui est exigé par *l'intérêt commun* ... Il fuit les tâches majeures en affrontant la difficulté de moindre poids, et ainsi le calcul supplée de cette façon au zèle administratif»<sup>5</sup>. Mais la mauvaise organisation n'a pas permis de réaliser l'accord cherché.

Malgré ces insuffisances il faut considérer comme résultat le fait que l'introduction de la chambre des mises en accusation a permis de réaliser dans la procédure pénale hongroise le système du contrôle préjudiciel de l'accusation et de procéder à la réalisation de la révision au moyen de la contradiction dans les débats. La tâche de faire connaître l'accusation incombait à un membre du tribunal, alors que l'accusé et le défenseur ont pu oralement exposer leurs propositions et que les membres du conseil pouvaient poser des questions à l'accusé. La réalisation conséquente du principe contradictoire dans le procès a permis au Code d'instruction criminelle hongrois de précéder la pratique de nombreux pays de l'époque.



## II.

Après la deuxième guerre mondiale le nombre des infractions s'est accru. L'amollissement des mœurs, l'insuffisance du niveau des organes chargés de poursuite criminelle a nécessité l'accélération et la simplification de la procédure. L'un des moyens en était l'abolition du système de chambre des mises en accusation qui ne faisait que ralentir la procédure et s'avérait inopportun en vertu des données statistiques aussi. L'exposé ministériel de la loi n° XIV de 1946 mentionne l'examen préjudiciel de l'accusation comme «une phase inutile», car, d'après sa position «de ministère public — obligé à l'objectivité par le Code d'instruction criminelle — se garde en règle générale de l'accusation irresponsable». La cause réelle de l'abolition était sans doute due à la reconnaissance de l'inefficacité du système de la chambre des mises en accusation, mais, en même temps, ne se retrouvait pas la nouvelle forme adéquate qui aurait pu suppléer à l'institution nécessaire.

La phase obligatoire de la révision préjudicielle faisait défaut pendant cinq ans dans notre procédure. L'apparition du premier Code de type socialiste n'apportait aucun changement dans ce domaine. La loi n° III de 1951 confia la révision de l'acte d'accusation et la préfixion des débats au président du conseil. Si le juge compétent voyait la possibilité d'un renvoi, d'un supplément d'information ou d'un non-lieu, il avançait l'affaire devant le conseil et celui-ci rendait l'arrêt. Seul le conseil avait le droit de rendre des arrêts relatifs à la détention préventive de l'accusé. En outre, des règles spéciales prévoyaient l'émission de l'arrêt de simple police et la traduction devant le tribunal sans acte d'accusation.

Dans la période de 1951 à 1953, à la suite de la mauvaise pratique juridico-politique, le nombre des comportements qualifiés crimes était particulièrement élevé.<sup>6</sup>

Année	Le nombre des condamnés frappés de sentence exécutoire
1951	117 729
1952	126 218
1953	96 697
1963	40 261

Le volume de la magistrature était cependant approximativement au même niveau. L'un des thèmes qui passe pour continuer à figurer systématiquement à l'ordre du jour est celui de la surcharge des juges et des affaires restées à juger aux tribunaux. Il en résulte que le jugement — naturellement le travail préparatoire aussi — devenait mécanique et conventionnel au début des années 1950. La solution légale et la surcharge des

tribunaux ont favorisé le dénouement des débats sans contrôle préjudiciel. *Mihály Móra* a pu donc établir à juste titre «ce qu'une affaire peut être portée, oui ou non, devant le conseil avant les débats», dépendait dans la pratique de l'appréciation du rédacteur chargé de l'élaboration de l'arrêt concernant la préfixion des débats, appréciation qui pouvait reposer sur une erreur et y reposait très souvent faute de compétence adéquate»<sup>7</sup>.

Le nouveau système ne signifiait aucun progrès même en ce qu'il a exclu de l'instruction judiciaire le ministère public, l'accusé ainsi que le défenseur. L'omission de la forme de procédure contradictoire a marqué un pas en arrière à l'encontre de la chambre des mises en accusation.

### III.

L'article 23 de la nouvelle loi (loi n° II de 1954 sur la nouvelle organisation judiciaire) a déjà indiqué que la réforme de la préparation judiciaire des débats allait être réalisée sous peu. L'exposé ministériel de la loi n° V de 1954 introduisant les changements survenus en a indiqué la nécessité en déclarant que la cause des vexations injustes et non justifiées et des diverses sentences contraires aux lois constituait très souvent les débats judiciaires insuffisamment préparés. C'est également l'exposé ministériel qui a défini le but de l'introduction de la séance préparatoire même quand il met au centre de l'institution «l'examen d'une question fondamentale, celui du bien-fondé de l'accusation».

La séance préparatoire avait lieu quand l'action incriminée risquait deux ans de prison ou une peine encore plus grave ou bien que le prévenu était en détention préalable. Un magistrat et deux assesseurs populaires prenaient part à la procédure préparatoire qui composaient plus tard, en pratique, le conseil tenant audience. L'accusation a été exposée par le procureur dont la participation a été rendue obligatoire par l'Instruction du Procureur Général n° 63/1954. Le défenseur n'avait pas le droit de participer à la séance, mais le tribunal pouvait citer et entendre l'accusé s'il était impossible de statuer sur les principales questions de la procédure. (Renvoi, existence d'une infraction, l'ordonnance de l'enquête supplémentaire, la question de la qualification légale adéquate, la question à savoir si au cours de l'enquête les normes prévues par le Code d'instruction criminelle ont été respectées.)

Le défaut du premier Code d'instruction criminelle était son caractère absolument obligatoire. Cela a rendu la préparation judiciaire formelle et a diminué son importance en raison de la grande quantité des affaires. De nombreux facteurs ont conduit à la gestion mécanique et formelle. Ils étaient les suivants:

On devait tenir des séances préparatoires dans bien des cas vraiment nombreux.



Tableau n° 2

Année	Le nombre des affaires d'action publique arrivées au tribunal	Le nombre des séances préparatoires	%
1956	58 413	28 405	48,6
1957	61 272	35 201	57,5
1958	65 539	35 043	53,4
1959	63 101	30 598	48,5
1960	56 360	29 148	51,7
1961	58 858	31 862	54,1

Ce fait n'aurait pas entraîné de conséquences graves, mais entre-temps la politique criminelle se développait dans la direction juste et le système économique et social s'est renforcé. Le travail des services chargés de l'enquête et celui des parquets se sont améliorés, ce qui se présentait surtout dans le niveau ascendant de travail relatif à l'enquête des infractions plus graves. Le résultat en était que la décision du tribunal prévoyait dans la majorité écrasante des affaires l'admission de l'accusation et la fixation des débats.

Tableau n° 3

Année	Nombre des accusés dont l'affaire était examinée à la séance préparatoire	Acceptation de l'acte d'accusation et la fixation des débats	%
1956	41 713	35 970	86,2
1957	57 694	50 225	81,1
1958	54 213	48 198	88,9
1959	44 003	39 291	89,3
1960	40 482	30 253	89,3
1961	45 126	40 495	89,7

Le travail préparatif du tribunal ne peut être efficace qu'à condition qu'il se fasse non seulement en raison de l'acte d'accusation, mais de toutes les pièces du dossier. L'orientation uniquement sur la base des pièces exige des connaissances juridiques et de sérieuses expériences professionnelles. Il est donc impossible de reconnaître au cours de la procédure les obstacles de la fixation des débats sans qualification juridique. Les données — éventuellement unilatérales de l'enquête, la fermeté de l'acte d'accusation convainquent plutôt les inexpérimentés du bien-fondé de l'accusation que le magistrat. Il n'était donc pas possible d'utiliser au cours de la préparation de la séance l'expérience de la vie et la connaissance humaine des assesseurs populaires. D'ailleurs, aux tribunaux plus importants les assesseurs populaires exerçaient leurs fonctions auprès de deux administrateurs de conseil, ils plaidaient chaque jour, ils n'avaient

pas alors la possibilité d'examiner les pièces. La condition de la prise de position du conseil composé de juges est la compétence adéquate de chaque affaire. Mais la condition de statuer de façon collective ne se retrouvait pas à la séance préparatoire. D'après la pratique seul le président du conseil a étudié les pièces avant la séance et c'est le conseil qui suivant son opinion fixait les débats sans connaissance de cause. L'exposition des pièces et les délibérations n'avaient donc lieu que dans le cas où le président du conseil indiquait déjà à l'avance la possibilité d'un arrêt non conventionnel, arrêt ne précisant pas la fixation. Comme l'arrêt a pris naissance annuellement en matière de 40 000 accusés dans des circonstances formelles, toute la procédure préparatoire est devenue conventionnelle. Ainsi, dans 89% des affaires la séance préparatoire ne consistait qu'à établir les vedettes des formulaires ou les arrêts de fixation multipliés à l'avance.

L'importance de la séance préparatoire se trouvait offusquée même par la circonstance que l'une des conditions de la préparation obligatoire, la formule de la peine de deux ans était une limite de norme établie assez arbitrairement. Seul le maximum de la peine inférieure ne signifiait pas la simplification de l'affaire et ne constituait pas la garantie d'une préparation adéquate<sup>8</sup>. Ainsi il fallait tenir dans de nombreux cas «une séance préparatoire» même dans le cas où elle n'était pas prévue par la loi et vice versa, puisqu'elle était obligatoire, il y avait des affaires renvoyées formellement devant le tribunal dans lesquelles il ne fallait que sanctionner l'opinion du président du conseil.

Malgré les défauts ci-dessus énumérés, l'introduction de la séance préparatoire avait de nombreux résultats aussi. La proportion des enquêtes supplémentaires ordonnées — par rapport au nombre des accusés soumis à la séance préparatoire — était entre 4,5 et 5,7% et celle des arrêts entre 0,5 et 1,7%. Cela signifiait que l'utilisation de la séance avait permis d'assurer l'enquête adéquate dans les affaires de 2000 — 3000 accusés par an ou d'éviter l'audience. Ce nombre n'est pas important du point de vue de la réduction du travail des tribunaux mais si l'on considère la surcharge causée au tribunal par le jugement des affaires dénuées de fond ou le préjudice causé par celles-ci aux citoyens, l'importance de ce nombre devient très significative. Les données ont donc prouvé que la préparation judiciaire était nécessaire et que le système efficace est celui de lier la préparation technique à l'utilisation de la filière administrative.

La condition choisie de façon inopportune — le caractère absolument obligatoire a conduit à une pratique érudant les dispositions de la loi. Tout cela a indiqué que le travail de la préparation est surtout la tâche du président du conseil. Ainsi, la pratique «erronée» a servi de base — comme déjà si souvent — pour une meilleure solution.

Au point de vue de l'évolution il était très important que l'introduction de la nouvelle institution avait dirigé l'attention des théoriciens et des praticiens sur la préparation judiciaire des débats, ce qui est fidèlement reflété par plus de 10 prises de position de la Cour suprême, les 25 —



— 30 arrêts publiés dans le Recueil des Arrêts des Tribunaux et une dizaine d'essais plus ou moins moins longs. Notre étude n'a pas pour tâche de les analyser, mais nous devons tout de même indiquer que les diverses positions n'ont pas porté atteinte au principe de base de la nouvelle institution, mais elles ont critiqué les diverses questions d'organisation et de solution.<sup>9</sup>

#### IV.

La création du nouveau Code pénal a nécessairement entraîné le changement considérable des dispositions relatives à la procédure pénale.

Comme le Code d'instruction criminelle de 1951 a été déjà modifié par trois lois complémentaires aussi, la mise en vigueur d'une nouvelle norme homogène de procédure paraissait déjà justifiée. Le législateur s'est fixé à la fois pour but la réalisation des réformes susceptibles d'accélérer et de simplifier la procédure et de mieux garantir la légalité. Compte tenu desdites conceptions, le décret-loi n° 8 de 1962 a introduit des réformes essentielles en matière de la préparation judiciaire des débats aussi.

La modification des dispositions relatives à la préparation judiciaire s'est effectuée sur la base des expériences pratiques. Le système de solution est du caractère mixte. En général, la préparation par le conseil n'est pas obligatoire, mais elle n'est pas facultative non plus dans le sens habituel, parce que ce n'est pas l'appréciation de juge professionnel ou de l'accusé qui décide si l'affaire passe devant le conseil. La préparation par le président du conseil constitue une des formes fondamentales de la révision. Le juge professionnel est tenu d'examiner, dans les 8 jours après l'arrivée de l'affaire au tribunal, l'acte d'accusation et les pièces de l'enquête pour constater s'il est nécessaire de rendre une décision constituant la tâche de la séance préparatoire, faute de quoi l'affaire sera jugée aux débats.

La séance préparatoire a lieu si

- a) le renvoi de l'affaire est justifié;
- b) l'ordonnance d'une enquête supplémentaire semble nécessaire;
- c) la sursis ou
- d) le non-lieu sont justifiés;
- e) il semble nécessaire de qualifier l'infraction contrairement à l'acte d'accusation;
- f) il est justifié d'infliger une amende sans audience;
- g) il faut statuer sur les questions concernant l'arrestation préventive, l'interdiction du changement de domicile ou le traitement forcé temporaire (art. 172, al. 1 du Code de procédure pénale).

La séance préparatoire se tiendra dans les 15 jours après l'arrivée de l'acte d'accusation. Le ministère public sera averti de la date de la séance et si l'ordonnance d'une enquête supplémentaire semble nécessaire, le tribunal pourra l'obliger d'y assister. Si le tribunal trouve nécessaire d'en-

tendre l'accusé, il est possible d'apprendre la date de la séance préparatoire au prévenu et au défenseur, et l'accusé peut être cité. La séance préparatoire ne se tiendra pas en cas de l'absence de l'accusé cité.

A la séance le président du conseil expose l'affaire et fait connaître les questions à résoudre. Les participants ont le droit de poser des questions au prévenu; quant aux questions à poser au ministère public le défenseur peut présenter des propositions.

A la séance préparatoire le tribunal statue sur les questions mentionnées ci-dessus, peut fixer les débats et décide de la convocation des témoins; des experts, des parties lésées et de telles autres personnes dont la présence est nécessaire à l'audience. Le tribunal peut commettre d'office un défenseur pour le prévenu et obliger le ministère public d'assister à l'audience.

Si la séance préparatoire ne se tient pas, le président du conseil peut disposer seul des questions concernant la convocation des personnes ou la désignation des défenseurs, mais le ministère public ne peut être obligé d'assister à l'audience que par le tribunal.

En conséquence de la nouvelle réglementation le nombre des séances préparatoire s'est réduit de façon considérable. Alors que, entre 1956 et 1961 les 48-54% des affaires de droit public ont nécessité des séances préparatoires, — quelque 30 000 affaires — la situation est la suivante d'après le Code de procédure pénale.

Tableau n° 4

Année	Nombre des affaires d'accusation publique arrivées au tribunal	Nombre des séances préparatoires	%
1962*	53 378	18 814	35,2
1963	43 967	8 420	19,1
1964 première moitié	25 273	5 107	20,2

\* Le Code de procédure pénale est entré en vigueur le 1 juillet 1962.

Le nombre des séances préparatoires a donc diminué de plus de 50%. Mais on ne sait pas si le caractère concernant la garantie de la préparation n'a pas été rejeté au second plan et un changement qualitatif défavorable n'est pas survenu en raison du changement quantitatif assez considérable.

L'efficacité garantie de la séance préparatoire peut être constatée — d'après mon avis — surtout par le nombre de l'ordonnance des non-lieux et des enquêtes supplémentaires. Ceux-là indiquent la clôture définitive de l'affaire, mais la cause de ceux-ci est due plutôt au fait que l'infraction ne paraît pas suffisamment prouvée. Ces décisions sont donc directement liées à la défense des droits civils.

A supposer que le travail des autorités chargées de l'enquête et celui des parquets ne s'améliorent pas essentiellement sous peu de temps et que le juge professionnel effectue son travail de contrôle avec la même atten-



tion, le nombre des enquêtes supplémentaires et des non-lieux doit rester — par rapport à celui des accusés — approximativement au même niveau.

Avant de procéder à une analyse détaillée je tiens à élucider quelques circonstances qui ont influé de façon considérable sur la formation des données ou bien sur les données que j'ai dû prendre en considération au cours de l'appréciation.

La comparaison ne donne pas d'image précise, car les données concernant la nouvelle réglementation ne s'étendent qu'à une courte période.

L'introduction du nouveau Code pénal ainsi que celle du Code de procédure pénale et les premières difficultés dues à l'application des nouvelles règles — d'une manière précisément non appréciable — ont influé sur les données de la deuxième moitié de 1962. (Changement des matérialités des faits, celui du système de la préparation, etc.).

En appréciant les données de l'année 1963 on doit tenir compte des conséquences de l'amnistie générale. (L'amnistie décrétée a permis d'accroître le nombre des non-lieux et de réduire celui des enquêtes supplémentaires.)

Tableau n° 5

Année	Nombre des accusés dans les affaires d'accusation publique	Non-lieu dans le nombre des accusés	%
1956	56 399	733	1,3
1957	78 166	913	1,2
1958	73 960	567	0,8
1959	67 505	512	0,8
1960	57 588	283	0,5
1961	62 869	225	0,4
1962 1 <sup>ère</sup> moitié	28 449	108	0,4
1962 2 <sup>ème</sup> moitié	26 697	164	0,6
1963	45 852	641	1,4
1964 1 <sup>ère</sup> moitié	23 063	107	0,5

Il résulte des données du Tableau n° 5 que la proportion des non-lieux était relativement élevée entre 1956 et 1959, mais elle avait une tendance régressive (1,3—0,8%), et elle était plus basse, mais essentiellement plus équilibrée (0,4—0,6%) entre 1960 et 1964. À la première période tombe la stabilisation économique et politique succédant aux événements contre-révolutionnaires et d'après mon avis la tendance régressive y trouve son explication. Les données presque identiques de la période suivante indiquent que le 0,5% des accusés peut voir éliminer en général leurs affaires dans le système actuel en raison des révisions judiciaires préalables. Le fait que la proportion des non-lieux ne diminue pas à la suite de l'introduction du Code de procédure pénale peut mener à la con-

clusion que la suppression du caractère absolument obligatoire n'a pas entraîné de conséquences désavantageuses à cet égard.

L'appréciation des données relatives aux enquêtes supplémentaires ordonnées à la séance préparatoire constitue une tâche assez difficile. Il faut prendre en considération l'effet de bien des facteurs que l'on ne réussirait pas à exprimer même taxativement en chiffres: Ainsi, il est impossible d'apprécier, par exemple, dans quelle mesure s'est améliorée ou détériorée l'efficacité du travail des autorités chargées de l'enquête pendant la période envisagée, dans quelle mesure les affaires sont devenues plus compliquées ou bien se sont simplifiées, dans quelle mesure la révision judiciaire a été attentive.

Les données statistiques prouvent que la proportion de l'ordonnance des enquêtes supplémentaires ont une tendance régressive (4,2 — 1,7%). Alors que la diminution n'a pas dépassé le 0,5% annuel entre 1956 et la première moitié de 1962, elle a présenté 1,1% lors de l'introduction de la nouvelle réglementation.

Tableau n° 6

Année	Enquêtes supplémentaires ordonnées à la séance préparatoire en matière du nombre des accusés	%
1956	2 367	4,2
1957	2 931	3,7
1958	2 678	3,6
1959	2 175	3,2
1960	2 049	3,6
1961	2 017	3,2
1962 1ère moitié	818	2,9
1962 2ème moitié	477	1,8
1963	603	1,3
1964 1ère moitié	393	1,7

Tout cela indique donc que ce n'est pas le changement du système de contrôle qui conduit à la tendance régressive du nombre des enquêtes supplémentaires, mais d'autres motifs encore non découverts. Vu que les données n'embrassent qu'une courte période, la condition de se faire une idée nette est celle de poursuivre cette recherche et de découvrir les facteurs qui influent sur le nombre de l'ordonnance des enquêtes supplémentaires.<sup>10</sup>

## V.

Les résultats présentés prouvent que le changement du système n'a pas influé de façon considérable sur l'efficacité de la préparation judiciaire. Comme l'application des règles de procédure simples permet également d'obtenir les mêmes résultats, la nouvelle méthode de solution peut être



approuvée en raison des résultats jusqu'ici atteints. Mais il reste à savoir si cette efficacité ne peut être intensifiée par la suite.

Il est incontestable que malgré l'enquête la plus parfaite et la préparation judiciaire la plus soignée il reste toujours des affaires où on verra naître un verdict d'acquiescement ou une ordonnance de non-lieu. Le juge ne peut rendre en règle générale un arrêt fondé sur une profonde conviction qu'après avoir pris conscience directement des preuves; les obstacles de la poursuite de la procédure peuvent également surgir dans la phase des débats. L'enquête supplémentaire et le non-lieu ordonnés à la séance préparatoire intéressent quelques 800 — 1000 personnes. Le nombre des acquiescements et celui des non-lieux vont entre 7000 — 8000 au cours des dernières années. Même en analysant ultérieurement chaque affaire, on ne réussirait pas à constater et à préciser combien parmi les 8000 affaires pourraient être suspendues à la phase judiciaire de la préparation. Il n'est pas cependant exagéré de supposer que l'amélioration du travail de la préparation permettrait d'atteindre une proportion essentiellement plus favorable.

Ici je ne pense pas en premier lieu à ce qu'il faut exiger du juge professionnel un meilleur travail et une attention plus intense. Il y est encouragé par la circonstance que la préparation soignée lui permettrait de s'épargner le travail inutile. L'application intensifiée de la forme contradictoire est la méthode qui peut être susceptible — d'après mon avis — d'accroître l'efficacité de la préparation. Le principe de l'audition bilatérale est l'une des pierres fondamentales de la constatation de la vérité objective. Je ne trouve pas impossible que l'on puisse utiliser dans le travail de la préparation aussi l'énergie cachée dans la possibilité de la contradiction.

La nouvelle réglementation permet au tribunal — s'il le trouve nécessaire — de faire participer l'accusé et même le défenseur au travail de la préparation. Nos tribunaux ne jouissent pas cependant de cette possibilité.

Tableau n° 7

Année	Nombre des séances préparatoires	A la séance préparatoire participaient en %		
		ministère public	prévenu	défenseur
1962 2 <sup>ème</sup> moitié	4 286	66,8	9,9	3,4
1963	8 420	85,6	8,0	3,1
1964 1 <sup>ère</sup> moitié	5 107	65,9	8,5	4,1

L'accusé et le défenseur participent dans un nombre assez réduit à la préparation des affaires où l'on peut déjà prévoir qu'ils doivent statuer sur une question pour la plupart essentielle. L'une des causes en est que le tribunal ne fait pas part à l'accusé et au défenseur de la date de la séance préparatoire. Le juge réfléchirait. «Si je reconnais, moi aussi, la nécessité

de l'enquête supplémentaire, la possibilité de l'ordonnance de non-lieu, je n'ai pas besoin de l'accusé et de son défenseur dont les interventions ne font que prolonger la durée de la séance.» Les expériences pratiques prouvent d'autre part que les défenseurs ne se présentent pas à la séance préparatoire même si le tribunal les a informés de sa date.

Mais si nous partons de l'aide que peuvent prêter au juge l'accusé connaissant l'affaire à fond et le défenseur capable de découvrir «de l'autre côté» les erreurs de l'accusation, leur participation ne peut pas être irraisonnable.

Avant d'ordonner l'enquête supplémentaire le juge voit seulement qu'il y a encore peu de preuves rassemblées, l'interrogatoire du prévenu peut lui permettre d'établir de justes orientations pour l'enquête supplémentaire.

La participation de l'accusé et de son défenseur est encore plus importante à la préparation des affaires où les erreurs de l'enquête et de l'accusation ne se reconnaissent pas lors du premier examen ou bien elles ne se reconnaissent guère. La règle procédurale assure à la défense le droit de faire des remarques et des propositions, ce qui n'aura lieu en général qu'après la signification de l'acte d'accusation. Alors il y a déjà à quoi faire des remarques et on sait déjà par où proposer l'élargissement de la sphère des preuves.

Le Code de procédure pénale dispose qu'il faut notifier l'acte d'accusation ensemble avec la convocation à l'audience. Ainsi, les propositions et les remarques de la défense n'arrivent pas en pratique au tribunal avant la séance préparatoire. Entre la signification de l'acte d'accusation et la date de l'audience il n'y a plus de temps, pour la plupart, pour que le tribunal puisse satisfaire aux propositions éventuelles. On pourrait intensifier l'efficacité des séances préparatoires et accélérer l'allure de la procédure si la signification de l'acte d'accusation était obligatoire simultanément avec la mise en accusation.

On pourrait formuler beaucoup d'objections contre la signification d'un acte d'accusation non adopté encore par le tribunal. Du point de vue pratique de la question la signification préalable de l'acte d'accusation peut être pourtant susceptible d'accélérer le procédure, de rendre la préparation efficace et elle n'est pas désavantageuse du point de vue de la légalité non plus.

Si l'acte d'accusation est signifié simultanément avec la mise en accusation, la défense peut présenter — pendant un court délai — ses propositions relatives aux preuves, ses remarques, ses oppositions même si les débats n'ont pas encore été fixés.

Les oppositions ne libèrent pas le président du conseil de procéder à la révision, car il est tenu de l'effectuer du point de vue technique, mais elles facilitent son travail en attirant son attention aux questions à envisager à part.

Si l'annonce des oppositions ne rend pas obligatoire la tenue de la séance préparatoire, elle n'entraîne pas nécessairement le ralentissement de la procédure non plus. Il n'est pas important d'augmenter le nombre



des séances inutiles, mais de multiplier les occasions pour découvrir les erreurs avant la préfixion des débats, pour les corriger le plus vite possible et pour écarter les obstacles encore avant les débats.

La signification de l'acte d'accusation ne porte pas atteinte aux droits de l'accusé même si le tribunal ne l'accepte pas éventuellement et elle est susceptible à la fois d'accroître la conscience de la responsabilité du ministère public. En vertu d'une telle solution le ministère public ne peut pas attendre en effet que seule l'accusation contrôlée et corrigée par le juge puisse être signifiée, il s'efforce donc de faire mieux et plus précisément son travail.

Les possibilités résultant de la forme contradictoire ne sont pas utilisées de façon pertinente au cours de la préparation judiciaire des débats. Son utilisation est possible sans que la séance préparatoire se transforme en «une audience préalable». Il est généralement reconnu que la participation intensifiée de la défense au travail de l'enquête — élargie justement par les dispositions de Code de procédure pénale — a entraîné l'accroissement de la légalité, l'efficacité de la procédure. Je suis d'avis que l'application de la forme contradictoire dans la préparation judiciaire apporterait les mêmes résultats.

La préparation judiciaire des débats constitue un chapitre souvent modifié et discuté de la procédure pénale hongroise. Il est évident que la solution actuelle ne peut pas être considérée, non plus, comme définitive. On peut élaborer des méthodes encore meilleures et efficaces. La codification du nouveau Code de procédure pénale a déjà commencé et on peut assister à la discussion de la réforme de la procédure de la préparation judiciaire aussi. On peut attendre que le pouvoir du président du conseil s'accroîtra en matière de la préparation et que le principe contradictoire connaîtra une application plus conséquente.

#### NOTES

<sup>1</sup> Baumgarten, I., A vádhatározatról (De l'arrêt de mise en accusation). Magyar Jogászegyesületi Értekezések. Tome XII, fasc. 2. Budapest, 1895. p. 60.

<sup>2</sup> Auer, Gy., Előkészítő eljárás, vádirat és kifogás (Préparation judiciaire, acte d'accusation et opposition). Budapest, 1931. p. 161.

<sup>3</sup> Balogh — Illés — Vargha, A büntető perrendtartás magyarázata (Le commentaire du Code d'instruction criminelle), Budapest, 1909. p. 170.

<sup>4</sup> Baumgarten, Op. cit., P. 41.

<sup>5</sup> Baumgarten, Op. cit., p. 53.

<sup>6</sup> Les données sont publiées et analysées en détail par Halász, S. dans son étude intitulée „Bűnözés és társadalom” (Criminalité et société). Magyar Jog, année 1964, n° 7, p. 305.

<sup>7</sup> Móra, M. — Kocsis, M. A magyar büntető eljárási jog (Le droit de procédure criminelle en Hongrie), Budapest, 1961. p. 323.

<sup>8</sup> La question est expliquée en détail par Maróti, L., dans son oeuvre intitulée „Az előkészítő ülés néhány problémája” (Quelques problèmes de la séance préparatoire), Magyar Jog, année 1958, n° 4. p. 105.

<sup>9</sup> Les questions de la pratique judiciaire et celles trouvées dans la littérature spéciale sont exposées en détail par Bólya, L. dans son oeuvre intitulée „A tárgyalás bírói előkészítésének formáiról, alanyairól és egyes eljárási szabályairól a büntető eljárásban” (Des

formes et des sujets de la préparation judiciaire des débats et de certaines règles de procédure dans la procédure criminelle). Acta Universitatis Szegediensis. Acta juridica et politica. Tome 5, Fasc. 3, Szeged, 1958.

<sup>10</sup> Le service de renseignements ne subsistant plus dans la procédure de préparation judiciaire depuis 1964, de nouvelles données manquent.

## DIE GERICHTLICHE VORBEREITUNG DER STRAFSACHEN

### (ZUSAMMENFASSUNG)

Die gerichtliche Vorbereitung der Verhandlungen ist ein viel diskutierter und oft veränderter Abschnitt des ungarischen Strafprozeßrechts. Die Abhandlung zeigt die charakteristischen Züge der verschiedenen Lösungen, analysiert auf Grund der Bewertung von statistischen Daten ihre Wirksamkeit und untersucht am Ende, wie man die Methoden der gerichtlichen Vorbereitung verbessern, erfolgreicher machen könnte.

Im einleitenden Abschnitt wird die Ausgangsgrundlage der Studie zusammengefaßt. Zum Zweck der technischen Vorbereitung studiert das Gericht den Fall. Es ist zweckmäßig, diese Arbeit mit der sachlichen Untersuchung zu verbinden, ob die Angelegenheit zur Verhandlung reif ist. Die gerichtliche Vorbereitung kann also im Prozeß eine solche Kontrollaufgabe erfüllen, die geeignet ist zu verhindern, daß es unbegründet, ohne entsprechenden Grund zur Verhandlung kommen soll.

Der erste Abschnitt macht die Hauptzüge des zur Jahrhundertwende eingeführten Systems der Anklagekammer bekannt. Er erschließt, daß das fakultative System die Möglichkeit, einen Einspruch gegen die Anklageschrift zu erheben, nur denen Angeklagten gesichert hat, die im Recht bewandert waren oder über ein entsprechendes Vermögen, über einen Rechtsanwalt verfügten. Der Verfasser beweist durch Vorlegung von Rechtsnormen und statistischen Daten, weiter durch Erklärungen der Zeitgenossen die Wirkungslosigkeit des fakultativen Systems, das, wie dieses am Anfang progressive Institut seine Bedeutung verloren hat.

Der zweite Abschnitt zieht im Zusammenhang mit dem Zeitabschnitt 1946–54 die Schlußfolgerung, daß die Abschaffung des gerichtlichen Vorbereitungsverfahrens, bzw. seine Einschränkung in sehr enge Rahmen — durch die Anwendung falscher rechtspolitischer Grundsätze — eine schädliche Wirkung auf die Arbeit des Justizwesens ausübte.

Der dritte Abschnitt bewertet die Wirksamkeit der im Jahre 1954 eingeführten Vorbereitungssitzungen. Infolge des allgemein verbindlichen Charakters wurde das Vorbereitungsverfahren mechanisch schablonenhaft, die große Zahl der vorzubereitenden Angelegenheiten hinderte die aktive Wirkung der Schöffen. Trotz ist es gelungen, bei 10–14% der Fälle die unnötige Verhandlung zu vermeiden.

Der vierte Teil beschäftigt sich mit den seit 1962 geltenden Lösungen. Die zum Gericht angelangten Fälle werden zuerst vom Vorsitzenden des Rates untersucht und wenn er das Vorhandensein einer Frage wahrnimmt, welche die Entscheidung des Rates erfordert, bestimmt er den Termin der vorbereitenden Sitzung (z.B. Verordnung der Ergänzungserhebungen, die Einstellung des Verfahrens usw.). Mit dieser Methode verminderte sich die Zahl der Fälle, die vor die vorbereitende Sitzung kamen, im Vergleich mit dem früheren Zeitabschnitt auf die Hälfte. Das alles in Betracht gezogen, untersucht der Verfasser auf Grund von statistischen Daten, wie die neue Lösung auf die Ergebnisse gewirkt hat. Als Schlußfolgerung stellte der Verfasser folgendes fest; die Arbeitslast der Gerichte wurde geringer, die formalen Sitzungen sind unnötig geworden und gleichzeitig verlor auch die Kontrollrolle ihre Bedeutung nicht.

Im fünften Teil untersucht der Verfasser die Modalitäten, mit denen die Wirkung der gerichtlichen Vorbereitung der Verhandlungen zu steigern wäre. An den Verhandlungen ist nämlich die Zahl der Freisprüche und der Einstellungsbeschlüsse unverändert groß. Der Abhandlung zufolge ist die Wirksamkeit durch die gesteigerte Anwendung der kontradiktorischen Verfahrensform zu erhöhen. Die Bedingung dessen wäre, daß die Anklageschrift dem Beschuldigten zur Zeit der Erhebung der Klage sofort ausgehändigt werden soll und er so schon dann Bemerkungen machen, Einwände erheben kann, bevor der Vorsitzende des Rates die Verhandlung oder die vorbereitende Sitzung noch bestimmen



würde. Die Inanspruchnahme dieser Methode könnte zur rechtzeitigen Entdeckung der Fehler der Fahndung geeignet sein und würde das vorbereitende Verfahren nicht zu Vorverhandlung machen.

## СУДЕБНАЯ ПОДГОТОВКА РАЗБИРАТЕЛЬСТВА УГОЛОВНЫХ ДЕЛ

### (РЕЗЮМЕ)

Судебная подготовка разбирательства является много оспариваемой и часто изменяемой статьёй уголовного процессуального судопроизводства. Научная статья показывает характерные черты разных решений, на основе оценки статистических данных анализирует их эффективность, наконец исследует, применением каких методов можно было бы исправить, сделать более эффективными методы судебной подготовки.

Вводная часть подытоживает исходный пункт научной статьи. С целью технической подготовки разбирательства суд изучает дело. Это целесообразно связать с тем существенным исследованием, готово ли дело к разбирательству. Значит, судебная подготовка может выполнить в процессе такое фильтровальное задание, которое является подходящим для воспрепятствования того, чтобы в процессе, начатом необоснованно или с недостаточной основой, не дошло к разбирательству.

Глава первая знакомит нас с главными чертами введённой в начале столетия системы обвинительного совета. Она раскрывает, что факультативная система дала возможность возражать против обвинительного акта только лицам, имеющим соответствующее имущество или адвокатам или же лицам, знающим право. Автор показом правовых норм и статистических данных также как и высказываниями современников доказывает безуспешность факультативной системы и то, как в начале передовой институт потерял своё значение.

Глава вторая в связи с периодом с 1946 — по 1954 гг. приходит к заключению, что прекращение судебного подготовительного процесса, т. е. приведение его в узкие рамки — при применении неправильных политических принципов — вредно повлияло на работу правосудия.

Успешность подготовительного заседания, введённого в 1954 г. оценивает глава третья. Вследствие обще-обязательного характера, подготовительный процесс стал механическим, шаблонным, большое число подготовляемых дел воспрепятствовало активному содействию народных заседателей. Несмотря на это, удалось избежать излишних разбирательств в 10—14% дел.

Четвёртая часть занимается решением, которое вступило в силу в 1962 г. Дела, поданные в суд, сначала рассматривает председатель совета и если он замечает наличие таких вопросов, для решения которых необходимо решение совета, намечает подготовительное заседание. (Напр. направление дела на следствие, прекращение процесса и т. д.) Этим методом число дел, вынесенных на подготовительное заседание, сократилось меньше чем на половину относительно к предыдущим. Принимая это во внимание, автор на основе статистических данных рассматривает, как влияет новое решение на эффективность. Его выводы заключаются в том, что снизилась нагрузка судов, нет необходимости в формальных заседаниях и при этом не теряет значения фильтровальная роль.

В пятой части автор рассматривает те способы, при помощи которых можно повысить эффективность судебной подготовки судебного разбирательства, так как на разбирательствах и в дальнейшем неизменно высоко число освобождений и постановлений о прекращении дела. По научной статье повышенным использованием формы состязательного процесса можно повысить эффективность. Условием этого являлось бы то, чтобы обвиняемый получил обвинительное заключение сейчас же во время поднятия обвинения и чтобы таким образом он мог сделать замечания и возражения перед тем как председатель совета назначит подготовительное заседание. Использование этого метода дало бы возможность раскрыть ошибки расследования своевременно и воспрепятствовало бы тому, чтобы подготовительный процесс превратился в предварительное разбирательство.